



en partenariat avec



WEBINAIRE « SOUTENIR LA FILIÈRE LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L’OUEST »

03/12/2021

TABLE DES MATIÈRES

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE ET INTRODUCTION	1
QUELLES INITIATIVES POUR SOUTENIR LA PRODUCTION DE LAIT EN AFRIQUE DE L’OUEST ? – SESSION DU MATIN	2
CONCLUSION – SESSION MATIN	10
QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES ET STRATÉGIES D’ENTREPRISES POUR SOUTENIR LA FILIÈRE LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L’OUEST ? – SESSION DE L’APRÈS-MIDI.....	10
CONCLUSION – SESSION APRÈS-MIDI	20

Pour revoir le webinaire dans son intégralité, cliquez sur le lien ci-dessous :

<https://www.youtube.com/channel/UCe128arNnLlqqahDJD-IBsg>

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE ET INTRODUCTION

Anne-Françoise Taisne - CFSI

Ce webinaire est coorganisé par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) et l’Agence Française de Développement (AFD). L’AFD soutient le programme « Terres nourricières » du CFSI qui vise à articuler trois démarches en faveur du droit à l’alimentation et de la souveraineté alimentaire : le programme Promotion de l’agriculture familiale en Afrique de l’Ouest (Pafao), le festival ALIMENTTERRE et ses actions de sensibilisation, et les actions de plaidoyer, qui à partir des actions de terrain, portent les messages au niveau politique pour engager un changement d’échelle.

Le CFSI a soutenu de nombreuses initiatives sur le lait aussi bien au Niger, qu’au Burkina Faso, au Mali ou au Sénégal. Nous savons que cette filière a une importance stratégique pour les populations ouest-africaines car elle permet l’accroissement des revenus, en particulier pour les femmes. 40 millions de personnes sont aujourd’hui impliquées dans cette filière.

La filière lait local ouest-africaine est aujourd’hui soumise à un grand nombre de défis, qui seront présentés par les intervenants de ce webinaire, comme la question de l’implantation de multinationales en Afrique de l’Ouest par exemple. Ces enjeux à relever ont amené les acteurs



ouest-africains à se mobiliser et à solliciter des réseaux européens pour travailler sur la question de nos interdépendances. Cet enjeu commun s'illustre par la mise en lien de la campagne « Mon lait est local » lancée et menée par plusieurs réseaux de producteurs ouest-africains, et la campagne « N'exportons pas nos problèmes » qui relaie les demandes de « Mon lait est local » en Europe. Elle prône, entre autres, la réduction de la production d'excédents en Europe, des exportations responsables et des investissements responsables.

Cette première table ronde a pour but de revenir sur les défis de la production laitière en Afrique de l'Ouest et la seconde visera à aborder les politiques envisagées pour la mise en place d'un environnement favorable au développement de cette filière.

Jean-René Cuzon - AFD

L'AFD appuie la politique agricole régionale de la Cedeao (Ecowap). Bien que la consommation de lait en Afrique de l'Ouest soit plus faible que dans d'autres régions du monde, elle est en très forte croissance, tirée par la démographie et l'urbanisation. C'est pourquoi cette filière lait en Afrique de l'Ouest suscite l'intérêt des investisseurs privés, y compris des multinationales européennes. Mais il faut à tout prix éviter que la progression de la consommation de produits laitiers se fasse seulement à travers une hausse des exportations de poudres de lait.

QUELLES INITIATIVES POUR SOUTENIR LA PRODUCTION DE LAIT EN AFRIQUE DE L'OUEST ? – SESSION DU MATIN

Christian Corniaux - Cirad

Les potentiels et les contraintes pour le développement de la filière lait local en Afrique de l'Ouest – les dynamiques en cours

Il existe trois grands facteurs structurants des filières ouest-africaines :

- la croissance démographique. Pour les filières laitières, il est certain que l'on consommera davantage de lait dans les années à venir. Actuellement, on observe seulement des tendances à une légère augmentation, mais demain la croissance sera réelle.
- l'état de pauvreté globale de l'Afrique de l'Ouest (même si cela est discutable pour certaines catégories de population). Pour que le lait local s'insère véritablement sur les marchés ouest-africains, il faut le produire et le vendre à un faible prix. En outre, les producteurs de lait sont généralement pauvres, et n'ont pas forcément les moyens pour faire les investissements nécessaires pour l'intensification de la production.
- la faiblesse (ou saisonnalité) de la pluviométrie : nourrir les animaux en saison sèche représente un coût très important pour les éleveurs.

Cependant plusieurs dynamiques en cours marquent le développement de la filière :

La hausse modérée de la collecte locale

La production est dominée par les systèmes pastoraux et agro-pastoraux, peu intensifs et peu productifs. La plupart des producteurs sont des producteurs aussi de viande, et ne sont pas des producteurs spécialisés dans la production de lait. Bien que le lait collectable soit encore relativement réduit, on observe en milieu urbain le développement de petites fermes laitières.

L'installation de mini-laiteries a connu un réel essor dans années 2000. Aujourd'hui, il en existe au moins une cinquantaine fonctionnelles dans les pays sahéliens. Mais, la part collectée est encore très basse : seulement 5 % du lait produit arrive sur les marchés formels.

Les investissements des grands groupes européens

L'implantation des grands groupes européens en Afrique de l'Ouest s'est accélérée depuis 2015 après la fin des quotas laitiers en Europe. Ces entreprises s'installent essentiellement dans les pays côtiers, dans les bassins de populations, et à proximité des ports maritimes. Très peu de ces entreprises collectent du lait localement et celles qui le font, le font en quantité très faible.

La hausse des importations de poudres de lait et la substitution du lait entier par les mélanges MG

Ces importations augmentent mécaniquement car la demande augmente et la production de lait local augmente moins vite que la demande. Même si la production augmente (par l'augmentation du troupeau souvent), la demande doit néanmoins être compensée par ces importations.

Ces importations sont des mélanges de poudre de lait écrémé et de matières grasses végétales (MGV). Ces mélanges contiennent environ 30 % d'huile de palme, qui remplace le beurre dans le lait normalement présent. En Afrique de l'Ouest, ce mélange est reconditionné ou transformé en toute la gamme de produits laitiers présente sur les marchés.

Actuellement, les deux principaux produits importés en Afrique de l'Ouest sont ces mélanges MG et la poudre de lait entier. Depuis 2018-2019, il y a une substitution de ces mélanges MG aux poudres de lait entier car la plupart des poudres MG sont moins chères (-30 % au moins par rapport au prix du lait entier en poudre). Les poudres de lait entier valent 3 000 euros la tonne quand celles de MG sont vendues à environ 2 000 euros la tonne. L'Irlande est le principal fournisseur de l'Afrique de l'Ouest en poudres MG, qui sont majoritairement importées par le Nigéria et le Sénégal.

Les importations de mélanges MG sont au cœur de quatre controverses majeures. Tout d'abord, à propos des pratiques d'étiquetage qui n'indiquent pas toujours la présence d'huile de palme, provoquant des risques de tromperies pour le consommateur. Ensuite, l'impact environnemental de la culture de l'huile de palme est largement décrié, ainsi que sa valeur nutritionnelle qui est plus faible. Enfin, le modèle économique sous-jacent est très contestable.

Finalement, le marché du lait en Afrique de l'Ouest est en constante hausse. Au niveau de la transformation, il existe bien un outil industriel et les mini-laiteries. La filière lait local ouest-africaine affiche de gros potentiels, mais elle est aujourd'hui encore peu connectée et connectable au marché. Les goulots d'étranglement se situent entre la production et la collecte du lait local mais aussi au niveau des avantages que présentent les laits en poudre.

Mahamoud Sow - Initiatives, conseils, développement (ICD) - Mali

L'expérience des mini-laiteries au Mali

Le rapport entre le potentiel local et la valorisation de la production

Au Mali, la population animale à potentiel laitier est estimée à 12 millions de bovins, 44 millions de petits ruminants et 1 million de camelins. L'élevage est principalement réalisé en transhumance et en système extensif dans la majorité des régions rurales. En moyenne, ce sont 933 000 tonnes de lait produites pour un potentiel de plus de 2 millions de tonnes. La consommation du lait local au Mali est variable selon les régions : 30L/personne/an en milieu nomade et 5 à 6L/personne/an dans le Sud du pays. Quant aux importations de poudre de lait, elles représentent plus de 20 milliards de FCFA.

La production de lait local malienne

Le lait est produit à 98 % par des systèmes agro-pastoraux extensifs et 2 % de manière semi-intensive. Il existe cependant une déconnexion totale entre l'offre située en milieu rural et la demande qui est plutôt en milieu urbain. Par ailleurs, la production est réalisée surtout pendant l'hivernage alors que la demande du marché est particulièrement importante en saison chaude.

Ceci s'explique, entre autres, par une légende urbaine attestant que le lait favorise le paludisme, ce qui provoque alors une baisse de la consommation de lait pendant la saison des pluies.

Les mini-laiteries : outil de dynamique locale

14 mini-laiteries (ML) sont soutenues par ICD dont quatre Entreprises de services aux organisations de producteurs (Esop), trois structures privées et sept coopératives de producteurs. Ces 14 ML collectent au total plus de 2 000 L de lait par jour (150L/J/ML). Près de 120 emplois directs ont pu être créés (personnel laiterie, collecteurs, revendeurs, etc.) et on compte plus de 500 éleveurs livreurs de lait. Certaines de ces ML transforment le lait en fromages et autres dérivés, pour répondre à la demande du marché urbain de Bamako.

Dans chaque ML, on essaye de mettre en place un fonds alimentation bétail. Pendant la période sèche, les éleveurs remboursent le crédit, une fois les revenus du lait acquis. L'idée est que le fonds soit constitué avant la prochaine saison sèche.

Le revenu annuel moyen d'un éleveur s'élève à environ 355 000 FCFA. Certains parviennent à atteindre jusqu'à 600 000 FCFA/an.

Les modèles de mini-laiteries

Les 14 ML soutenues par ICD sont soit sous statut coopératif, soit privé, soit Esop (SARL).

Le modèle Esop a été mis en place dans les années 1990. Ce dispositif fonctionne selon une approche intégrée et verticale. L'actionnariat est proposé à plusieurs types d'acteurs (éleveurs, personnel laiterie, et autres investisseurs comme partenaires et revendeurs etc.)

Pour les coopératives, les producteurs s'organisent pour faciliter la collecte et l'acheminement du lait. Ils travaillent en concertation sur plusieurs activités : construction de local, acquisition d'équipements, recrutement du personnel, formation sur les processus de transformation, etc.

Pour les modèles portés par les privés, il résulte d'initiatives menées par des entrepreneurs qui se sont lancés aussi bien dans la collecte, que la transformation et la commercialisation.

Précisions (apports ICD hors webinaire) sur les avantages et inconvénients des différents modèles de mini-laiteries

Le modèle Esop assure de bonnes conditions de gouvernance. Toutefois, comme la voix de chaque membre est proportionnelle à la part qu'il a apportée à la création, cela suscite des mécontentements. Chez les éleveurs, il y a vraiment une culture de la coopérative « une personne égale une voix ». Ils ne comprennent pas que celui qui apporte le plus d'argent puisse avoir un nombre de voix plus élevé.

Le modèle coopératif n'a pas que des avantages : les éleveurs s'estimant heureux d'avoir la possibilité d'écouler leur lait en toute saison à un bon prix ne cherchent pas à faire d'autre profit. Ceci joue sur la capacité de résilience de la mini-laiterie.

Le modèle privé semble quant à lui plus intéressant en raison de la facilité dans la prise de décision et de la rigueur qu'imposent généralement les promoteurs de ce modèle. Mais il est risqué du point de vue des approvisionnements.

Nous recommandons donc plutôt d'avoir une structure privée étroitement liée à une coopérative d'éleveurs bien structurée qui peut contractualiser. Dans ce cas de figure, la coopérative est partenaire de la mini-laiterie et non porteuse. Le promoteur fait en sorte de fidéliser les producteurs.

Quel que soit le modèle, les défis pour ces mini-laiteries sont de garantir un minimum de litres de lait collecté en toute saison, développer un modèle économique rentable et faire face à la concurrence du lait en poudre. Pour cela, il est intéressant de mettre en relation les ML.

Arona Diaw - Laiterie du Berger – Sénégal

Le rôle de l'industrie dans la transformation du lait local : modèle de développement d'une chaîne de valeur lait local au Sénégal

Le marché du lait local au Sénégal

Au Sénégal, qui compte environ 17 millions d'habitants, la demande en produits laitiers est corrélée à la croissance démographique et à l'urbanisation. Il existe des enjeux importants d'inclusion des acteurs de l'élevage mais aussi des opportunités d'affaires pour développer la filière du lait local. Le Sénégal compte 6 millions de bovins et 13 millions de petits ruminants. La production nationale de lait représente 44 % des produits consommés laitiers au Sénégal alors que les importations s'élèvent à 60 milliards de FCFA, et représentent plus de la moitié de la consommation nationale.

La Laiterie du Berger, industriel impliqué dans le développement de la filière lait local sénégalaise

La Laiterie du Berger (LDB) a démarré ses activités en 2007 sous forme d'entreprise SA, à caractère social. La mission de la laiterie est d'apporter une contribution à la construction de la chaîne de valeur lait local via un business model inclusif, rentable et à impact. Nous avons deux sites : le site industriel basé à 400 kilomètres de Dakar (Richard Toll) pour la collecte et celui de Dakar qui comprend la direction commerciale et administrative.

Les produits de la LDB sont vendus dans plus de 12 000 points de vente. Nous travaillons avec 1 300 éleveurs-fournisseurs de lait, dont 50 % sont des femmes. La LDB a permis la création de près de 600 employés directs.

Grâce à l'organisation de la collecte, nous consolidons l'offre en lait du système d'élevage extensif qui est encore très dispersé. Notre objectif est de connecter le lait local à l'économie formelle. Ces actions doivent converger vers la construction d'une filière lait local et la finalité est de capitaliser pour avoir un modèle répliquable.

Nous centrons les efforts sur la connaissance du marché, et favorisons le développement d'un plan de transformation et un nombre croissant d'éleveurs collectés pour sécuriser les approvisionnements et les gammes de produits à fabriquer. Au bout d'une dizaine d'années d'activité, nous sommes devenus rentables, mais nous demeurons challengés sur la durabilité du modèle.

Les indicateurs sociaux font partie intégrante de notre stratégie, couplés aux objectifs économiques. Nous avons d'ailleurs acquis une certification B-Corp en lien avec 9 ODD identifiés.

Les leviers de croissances de la LBD

Notre premier levier repose sur la force de notre modèle d'entreprise, qui avec la crise a pu démontrer sa résilience grâce à nos liens forts avec les éleveurs qui ont sécurisé l'approvisionnement.

L'autre levier est la qualité de nos produits, sur laquelle nous continuons à travailler pour favoriser notre croissance. Par ailleurs, nous mettons en place des mécanismes pour augmenter la quantité de lait collecté. Nous visons aussi à mettre en valeur nos résultats non financiers. L'un des sujets importants est de savoir comment assurer l'inclusion des éleveurs via la mise

en place d'une filiale qui s'occupe de la collecte et de services aux éleveurs¹. Nous prôtons également l'utilisation d'outils digitaux pour les aliments bétails, pour la collecte de lait, etc.

Jean-René Cuzon – AFD

Les appuis du groupe AFD dans la promotion de la filière lait local en Afrique

Pour rappel, le groupe AFD se compose de 3 entités :

- l'AFD en tant que telle, qui finance à la fois les États à travers des financements souverains, les collectivités locales et les ONG ;
- Proparco, qui est une filiale dédiée à l'appui du secteur privé, via des prêts, des participations au capital (Equity), mais aussi des garanties et de l'assistance technique ;
- Expertise France qui fournit de l'assistance technique et met en œuvre directement les projets qui lui sont confiés.

En 2020, 12 milliards d'euros (dont 5 milliards en Afrique) ont été mobilisés par le groupe AFD. Les prêts représentent la majeure partie de ces fonds (environ 10 milliards d'euros).

Au niveau de la division « ARB » de l'AFD, assez peu de projets ciblant spécifiquement la filière lait local ont été soutenus et avec des montants peu élevés. Les projets d'appui à l'élevage et au pastoralisme au Sahel (Niger, Tchad) sont en revanche plus importants (montant de plusieurs dizaines de millions d'euros). Ces projets contribuent indirectement à la production laitière (exemple : hydraulique pastorale, amélioration de l'alimentation des troupeaux, sécurisation des parcours de transhumance). Enfin, nous avons aussi des projets agricoles qui ont des impacts plus diffus sur la filière lait (financement agricole, conseil, etc.) ; à titre d'exemple, nous avons financé un projet d'appui aux PME agricoles en Egypte qui comprenait une ligne de crédit qui a permis à des éleveurs d'accéder à des financements pour accroître leur troupeau, pour financer l'achat de vaches ou de bufflonnes.

Nous soutenons également des ONG françaises, directement impliquées dans le soutien à la filière : projet *Nariindu* au Niger avec l'Iram, *Milk for Kids* au Sénégal en Casamance avec AVSF pour la distribution de lait dans les cantines scolaires (à noter : les achats institutionnels sont un bon moyen de sécuriser des circuits de commercialisation du lait local), le programme *Terres nourricières* porté par le CFSI, etc.

Au niveau de Proparco, l'appui au secteur laitier se fait via des prêts (à majorité) ou des prises de participation au capital. Par exemple, la Laiterie du Berger a bénéficié d'investissements de Proparco, via le fonds d'investissements *Investisseurs & Partenaires*. Notre filiale a aussi investi dans Fan Milk au Ghana, par le biais d'une prise de participation. Proparco envisage de soutenir Tiviski en Mauritanie et Niger-Lait, via des prêts à ces entreprises.

De manière générale, les entreprises du secteur laitier ouest-africain sont de taille très modeste et ont donc des besoins de financements peu élevés et des capacités d'endettement souvent très faibles. Ceci pose problème au niveau du financement par Proparco car les « tickets » sont trop faibles. C'est pourquoi les appuis à la filière laitière faits par Proparco se font principalement via l'intermédiation bancaire ou via des fonds d'investissements.

Finalement, les appuis du groupe AFD dans le secteur laitier ouest-africain restent modestes mais néanmoins variés pour répondre à des enjeux multiples. La production est très dispersée sur le territoire, avec souvent des zones de production éloignées des bassins de consommation. Le sujet de la productivité du troupeau, couplé à celui de la saisonnalité de la production – au-

¹ Kossam SDE. Plus d'informations : <https://www.inter-reseaux.org/publication/pour-une-laiterie-2-0-au-service-des-petits-producteurs-entretien-avec-kossam-sde/>

delà de la collecte – restent entiers et doivent être abordés si on souhaite atteindre un certain volume de lait à collecter régulièrement.

De nombreux défis persistent donc (centre des collectes et mini-laiteries en périphérie des villes pour structurer des circuits de collecte, productivité et régularité, approvisionnement en lait local des industries qui sont incontournables pour accroître la distribution du lait local, ne pas déposséder les femmes des revenus du lait, nutrition avec la possible inclusion du lait dans les approvisionnements des cantines scolaires car le lait est une source de protéine relativement peu chère, cohérence des politiques). C'est pourquoi l'AFD aimerait dès l'année prochaine s'engager dans un soutien à l'Offensive lait de la Cedeao avec un possible financement dès 2022.

Questions/réponses – session matin

Plusieurs remarques ont été notées sur le *chat* sur le fait qu'il ne fallait pas oublier le soutien à la production laitière elle-même, et à sa modernisation. Questions relevées :

Comment est fait le calcul de 5 % de lait collecté ?

Christian Corniaux

Ce calcul est réalisé à partir du taux de lait collecté par rapport à la production nationale. Quand on parle de lait collecté, on parle de lait collecté par les laiteries, y compris les ML. Ce travail s'est fait par enquêtes, qui consistaient à comparer le taux de lait collecté par rapport à ce qui était produit au niveau national et par rapport à ce qui est été importé. C'est ainsi qu'on observe des taux très faibles : seul 5 % du lait produit en Afrique de l'Ouest est collecté. C'est le cas par exemple en Mauritanie, où les niveaux d'importations sont très élevés. En revanche, la part de lait local vendue sur le marché informel n'est pas comptabilisée dans les 5 %.

Mohamed Laghla, GRDR

Pour information, en Mauritanie, quatre principales usines achètent le lait local, soit plus 150 000 litres par semaine mais se débarrassent d'une partie des matières grasses pour être aux normes de 2,5 % de matière grasse.

Quelle est la valeur nutritionnelle du mélange MGv par rapport à celle de la poudre de lait entier ?

Christian Corniaux

Il y a une vraie différence nutritionnelle entre le beurre et l'huile de palme. Un rapport réalisé par le Cirad, à la demande de parlementaires européens et publié début 2021², fait un état des lieux sur ces questions nutritionnelles. La valeur des vitamines de l'huile de palme est bien inférieure par rapport à celles du beurre. Pour compenser, ces vitamines sont ajoutées a posteriori dans les mélanges MGv.

Y-a-t-il eu des démarches juridiques concernant les risques de tromperie des poudres MGv ?

Christian Corniaux

En dehors des campagnes (*Mon lait est local* et *N'exportons pas nos problèmes*), il n'y a pas eu de démarche pour dénoncer les abus de ces importations, du moins pas sur le plan juridique. Par ailleurs, on retrouve la même stratégie des industriels sur le marché français. Par exemple, Bel a en 2018 changé sa formule pour la Vache Qui Rit, qui n'est plus composée de lait entier mais d'huile de palme, malgré la mention « recette originale ».

² [« Lait, commerce et développement au Sahel : impacts socioéconomiques et environnementaux des importations des mélanges MGv européens en Afrique de l'Ouest »](#)

Stéven Le Faou, Jokkoo

Pour information l'huile de palme utilisée par Bel (évoquée par Christian Corniaux) est labellisée RSPO, pour faire le lien sur la question de l'impact écologique des poudres rengraissées posée plus haut.

Mais la certification RSPO est très critiquée aussi :

<https://www.alimenterre.org/system/files/films/pdf/fiche-peda-palme-vf.pdf>

Aly Sylla, Synelprov

La concurrence illégale du lait en poudre est créée et soutenue. Selon les données de Monsieur Corniaux, en n'acceptant que le vrai lait en poudre et en prélevant des taxes à l'importation, le lait local pourrait moins souffrir de cette concurrence déloyale, et les pertes pour la mise en place des circuits pourront être compensées. Il faut aussi penser à adapter les différents types de transformation aux besoins des consommateurs cibles pour atteindre tout le monde (poudre, uht, pasteurisé, fermenté, etc.)

Eric Roger, Mil'Ecole

Il me revient en mémoire que lors d'un récent sommet du lait à Clermont, le ministre nigérien avait en tribune annoncé que certains stocks de lait en poudre livrés au Niger contenaient une proportion importante de papier broyé. Je ne me souviens pas d'avoir lu des choses sur cela dans les médias européens. Comment réguler ces marchés, les contrôler et tracer de telles pratiques malfaisantes ?

Comment sont fixés les prix d'achat du lait ? Quel est le poids des producteurs dans les négociations ?

Mahamoud Sow

Au Mali, l'achat du lait se fait par saison, et donc par la même occasion, les négociations. Par exemple, la contractualisation des Esop est renégociée à chaque saison (saison des pluies et saison sèche) ; un bilan est réalisé en fin de saison et de nouveaux accords sont conclus pour la saison à venir. En général, le litre de lait est vendu entre 250 et 300 FCFA durant la saison des pluies, et entre 350 et 400 FCFA en saison sèche. Pour les coopératives et promoteurs privés, le prix est fixé de manière informelle.

Mathieu Faujas, Consultant

Le prix du lait local au Mali est déconnecté des réalités économiques [pas accessible pour la majorité des consommateurs]. Mais des marges de manœuvre pourraient exister via l'augmentation des rendements et la maîtrise des coûts.

Étant donné les difficultés à collecter le lait dans des systèmes extensifs sur des distances importantes, faut-il prioriser ce type de collecte ou le développement d'élevages périurbains ?

Mahamoud Sow

Au Mali, on met en place des mini-laiteries qui sont capables de transformer et de vendre au niveau local, donc au niveau rural. Dans ces localités, presque tout le monde est éleveur mais lorsque le lait est transformé en lait caillé sucré, en lait liquide, ou autre produit dérivé, les produits sont très vite vendus. Il n'y a pas de problème de marché.

Un des gros défis que nous rencontrons concerne les problèmes d'électricité, que nous tentons de résoudre par des solutions solaires pour constituer une chaîne du froid fonctionnelle.

Jean-René Cuzon

Dans le cadre du projet Nariindu au Niger, l'absence d'électrification rurale est clairement identifiée comme un enjeu primordial car le recours à des générateurs grève la compétitivité du lait local. L'électrification rurale est un autre domaine d'action de l'AFD et peut donc aussi

contribuer indirectement au développement de mini-laiteries ou de centres de collecte en zone rurale.

Christian Cesbron, Freecold

Les tanks à lait solaires autonomes Freecold sont une réponse à la problématique de la conservation du lait, surtout le nouveau modèle transportable de 50 litres. Les tanks ont une capacité de 50 à 1 000 litres et ils sont entièrement autonomes grâce à l'énergie solaire.

Anonyme

Pour booster la production locale, il faut d'abord intervenir à la base en appuyant les petites exploitations familiales, accompagnant les initiatives communautaires en matière de production laitière. En amont, l'État doit mettre en place une politique solide de développement de la filière prenant en compte les besoins réels des acteurs locaux et la réalité du marché intérieur.

Eriakim Tapsoba, Agrodev Services

La saison sèche est connue comme étant très difficile pour les producteurs locaux. La réflexion essentielle est la modernisation des fermes qui jusque-là sont de type traditionnel. La méconnaissance de certaines techniques de production d'aliments et la transformation locale sont des freins au développement de la filière.

Lorenzo Caputo, Comi

Je travaille pour une ONG italienne appelée COMI, basée à Kaffrine. Nous exploitons une laiterie avec une association d'agriculteurs depuis moins d'un an. Nous produisons très peu, environ 30 litres de lait par jour pendant cinq jours par semaine. La production laitière n'est pas continue et a des difficultés à atteindre la durabilité économique.

Parmi les différents problèmes, le plus important est certainement celui de la disponibilité du lait tout au long de l'année. À votre avis, pour être indépendant d'un point de vue économique, l'avenir des laiteries locales devrait-il être celui d'une production diversifiée, non seulement contractée dans la transformation du lait mais d'une multitude de produits (jus de fruits, infusions, etc.) ?

La production de fourrage est quelque chose qui se développe ?

Jean-René Cuzon

Il est nécessaire de travailler sur la question du fourrage pour améliorer la productivité des troupeaux. Les actions sur l'amélioration des races ne sont efficaces que si elles sont couplées à des améliorations de l'accès à l'alimentation bétail. Malheureusement, cette thématique des fourrages est actuellement peu prise en compte par la recherche agricole.

Anonyme

La maîtrise de l'eau suivie d'actions de cultures fourragères au niveau des zones à fort potentiel peut être une alternative pour booster la production laitière. La vache a besoin de beaucoup d'eau pour pouvoir produire du lait.

Comment accède-t-on aux financements AFD ?

Jean-René Cuzon

Pour accéder aux financements AFD, la porte d'entrée sont les agences locales. Il existe un réseau d'agences très développé, notamment en Afrique de l'Ouest.

En termes de modalités, les fonds de l'AFD sont majoritairement destinés à des financements souverains (prêts ou subventions aux États), mais aussi des subventions pour les ONG, notamment françaises. Un des enjeux pour nous est d'avoir plus de requêtes de pays ouest-africains pour cette filière lait. Ceci explique le relativement faible volume de projets sur ce secteur : nous avons très peu de demandes des États sur le lait de manière spécifique. Les

politiques publiques des États ouest-africains tardent à mettre cette filière en avant, on a plutôt des demandes pour le soutien à l'élevage et au pastoralisme. Cette filière est pourtant en pleine croissance, mais cela ne se traduit pas (encore) par des requêtes de financements spécifiques adressées à l'AFD. Par ailleurs, les financements sollicités directement par le secteur privé sont trop petits pour une mobilisation directe de Proparco, d'où l'enjeu de trouver des intermédiaires pour assurer des appuis adéquats au développement de cette filière.

Cependant, le financement bancaire agricole n'est actuellement pas assez adapté aux spécificités des éleveurs. Nous menons quelques activités sur l'assurance agricole, mais aucune à ce jour sur l'assurance pastorale.

Gilles Béville, Horizons Solidaires

Le financement des petites unités laitières peut aussi se faire via des fonds privés solidaires tels que le Fadev qui mobilise de l'épargne solidaire française pour investir dans des petites entreprises dont les besoins de financements ne sont pas couverts par les bailleurs et les banques.

CONCLUSION – SESSION MATIN

Laurent Levard – Gret

Face au défi du développement de la production laitière, il y a des expériences qui montrent qu'une augmentation de la production et de la collecte est possible notamment avec le modèle mini-laiterie mais aussi via un modèle plus industriel. Ces modèles nous apprennent de nombreuses choses sur les conditions de développement de la production laitière.

Anne-Françoise Taisne - CFSI

Les expériences présentées montrent que le développement de la filière lait passe également par les acteurs. Une des interrogations de cette matinée concernait le fait de savoir où il faut investir en priorité, au niveau urbain ou au niveau local. La réponse de Mahamoud Sow d'ICD indique l'importance de se concentrer sur les acteurs ruraux. Ceci est primordial car les actions menées doivent s'intéresser aux territoires souvent délaissés par les politiques publiques actuelles. Reste bien sûr à s'interroger sur ces politiques et sur les stratégies des entreprises, questions qui seront abordées lors de la deuxième table ronde.

QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES ET STRATÉGIES D'ENTREPRISES POUR SOUTENIR LA FILIÈRE LAIT LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST ? – SESSION DE L'APRÈS-MIDI

Hindatou Amadou – Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apress) – Burkina Faso

La campagne ouest-africaine « Mon lait est local » (MLL) – analyses et propositions des acteurs de la filière

Le contexte de mise en œuvre de la campagne

Plusieurs éléments ont concouru à la mise en place de la campagne. Tout d'abord, les États de la Cedeao affichaient une vraie volonté de mettre en place une Offensive lait. Cette volonté partagée des organisations paysannes a été exprimée lors de la révision de l'Ecowap. Des

acteurs de la recherche nous ont rejoints et ont partagé leur expertise pour nourrir le plaidoyer. Cela a aussi été l'occasion de se rassembler et montrer un front uni lors de la révision prochaine du tarif extérieur commun (TEC). Par ailleurs, la Politique agricole commune européenne (Pac) était également en voie de renégociation ; favorisant aussi nos discussions avec les Européens sur le sujet des importations.

Les acteurs et pays de la campagne

Au niveau des acteurs impliqués, on compte les organisations paysannes régionales (RBM, Apess, Roppa) ainsi que les acteurs du secteur laitier avec les mini-laiteries, les organisations de support et d'expertise (Cirad, Gret, Oxfam, Inter-réseaux, etc.), et les représentants de l'industrie locale (Tiviski en Mauritanie, LDB Sénégal, Solani au Niger et Kirène au Sénégal).

L'initiative a alors été lancée en 2018 dans six pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad et Sénégal. Elle rassemble aujourd'hui 60 organisations nationales et environ 15 régionales.

Les objectifs et messages de la campagne

Cette campagne de plaidoyer et de mobilisation du public vise à des changements dans les pratiques des multinationales européennes sur le marché ouest-africain, dans les habitudes alimentaires des citoyens, et des changements au niveau des politiques d'investissements, commerciales et fiscales en Afrique de l'Ouest.

La campagne relaie quatre principaux messages :

- amener les gouvernements à s'engager dans un accompagnement des acteurs du secteur laitier pour qu'ils deviennent plus résilients face aux effets du changement climatique sur le long terme ;
- amener le gouvernement à améliorer l'accès à l'alimentation bétail ;
- amener les gouvernements de la Cedeao à prendre des mesures pour augmenter le pourcentage de lait issu des exploitations familiales dans l'industrie ;
- les consommateurs doivent pouvoir faire des choix informés et responsables.

Les succès de la campagne

Nous avons obtenu un consensus au niveau de notre discours partagé par une multitude d'acteurs. Par ailleurs, nous avons contribué à la rédaction des documents stratégiques de l'Offensive lait de la Cedeao (demande de l'amélioration de la collecte de lait et de l'accès à l'alimentation bétail, mise en place de mesures fiscales en faveur lait local, etc.)

Il y a aussi eu un engagement des institutions publiques au niveau national pour la promotion du lait local. Nous avons noté une mobilisation du secteur privé laitier national pour le plaidoyer en faveur du lait local (concours entre entreprises pour désigner celle avec la meilleure utilisation de lait local). En outre, le grand public a été captivé par nos messages via notre campagne digitale suivie par plus de 45 000 personnes, et via notre pétition qui a été signée par plus de 36 000 personnes.

Nous avons aussi réussi à créer des synergies d'actions avec la campagne « N'exportons pas nos problèmes » (NPNP), et créé une interconnexion très forte. Nous avons eu la chance d'avoir des alliés au Nord pour relier nos messages au niveau de l'Europe.

Des défis à relever

Bien que l'Offensive lait soit déjà élaborée, il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour mettre en place des actions concrètes. En outre, davantage de ressources au niveau national et régional sont à mobiliser. La campagne doit renforcer les synergies internes qui pourraient compenser la difficulté de mobilisation des ressources. Il est aussi primordial de mieux impliquer le secteur privé.

Notre prochaine priorité serait de se centrer sur le déploiement de la stratégie régionale de l'Offensive lait à travers les plans d'actions nationaux lait et la révision du TEC qui aura lieu en 2023, car le lait importé est encore situé sous la barre des 5 % au niveau des droits de douane. Il serait bénéfique de mieux taxer les poudres de lait importées tout en valorisant le lait local.

Les deux derniers défis sont des défis en commun avec la campagne NPNP. Il s'agit de maintenir la dynamique avec les industriels laitiers, et d'engager les décideurs de la région ouest-africaine dans les efforts d'influence au niveau de l'Union européenne.

Perspectives de la campagne

Nous faisons un suivi de la mise en œuvre de l'Offensive lait, tout en accompagnant la Cedeao. Aujourd'hui, avec l'appui de la campagne, 17 pays ouest-africains (15 pays de la Cedeao + Mauritanie et Tchad) ont élaboré des actions pour promouvoir le lait local dont le financement reste à être mobilisé. Nous prévoyons de créer une alliance multiacteurs au niveau ouest-africain, portée par les professionnels de la filière lait local pour une mise à l'échelle de l'action d'influence de la campagne dans ces 17 pays. Nous souhaitons également élaborer une stratégie d'influence pour la révision du TEC, avec des actions de lobbying auprès des ministres du Commerce, des parlementaires etc.

Benoît de Waegener – SOS Faim Belgique

La campagne « N'exportons pas nos problèmes » (NPNP) : pour des politiques publiques et des stratégies d'entreprises européennes cohérentes avec le développement de la filière lait local

La campagne « N'exportons pas nos problèmes » (NPNP) est le pendant européen de la campagne « Mon lait est local » (MLL). Elle a été lancée en Belgique en 2019, par Oxfam, SOS Faim et Vétérinaires sans Frontières, en collaboration avec l'European Milk Board (EMB). Elle a été par la suite lancée en France en 2020.

Des politiques publiques cohérentes

Le premier enjeu réside dans la cohérence de la Politique agricole commune (PAC) avec le développement de la filière lait local en Afrique de l'Ouest. Actuellement, la PAC a encore une logique agro-exportatrice, ce qui a de lourds impacts en termes de volumes exportés mais aussi en termes de prix. Selon l'EMB, les coûts de production pour un litre de lait pour un éleveur européen s'élèvent à 0,48 € alors que le prix de vente à la ferme de ce litre de lait est aux alentours de 0,30 €. Certains mécanismes ont alors été mis en place dans le cadre de la PAC, dont le stockage de poudre de lait entre 2015 et 2019.

La filière lait n'est pas une filière comme une autre en Europe, car c'est l'une des deux plus importante avec un poids financier non négligeable. En plus du soutien structurel, elle fait l'objet de fonds très importants : entre 2014 et 2017, environ 737,3 millions d'euros de mesures spéciales ont été investis, notamment dans le stockage privé.

Les accords de partenariat économique (APE) qui engagent une suppression successive des droits de douane font partie des mécanismes opérés qui sont potentiellement lourds de répercussion sur les produits laitiers ouest-africains (exemple avec les APE intérimaires avec la Côte d'Ivoire et le Ghana). D'autres accords commerciaux internationaux, comme le Mercosur qui garantit l'accès à l'aliment bétail pour les producteurs européens, viennent en soutien à la filière.

Ce modèle agro-exportateur profite peu aux agriculteurs européens et est même questionnable pour relever les enjeux de sécurité alimentaire des consommateurs. Cet enjeu laitier est

indispensable pour venir en appui aux producteurs ouest-africains mais aussi pour défendre un modèle d'agriculture durable en Europe.

Les objectifs de la campagne

La campagne revendique une politique agricole et commerciale cohérente (transparence, réduire les excédents de production, réduire l'effet dumping, garantir le respect des droits des filières locales, promouvoir des mécanismes de participation pour les pays tiers).

Pour la politique de coopération au développement, la campagne promeut un soutien pour le lait local et ses acteurs et contribue à la régulation et la cohérence des politiques, aussi via des appuis dédiés à la société civile.

Quelques résultats

Le premier objectif de transparence est presque atteint : une nouvelle ligne tarifaire spécifique pour la poudre de lait écrémé réengraissée aux MGVS a été créée. En outre, un dialogue a été organisé par la Commission européenne avec MLL. Mi-2021, l'approbation du rapport de Michèle Rivasi sur les conséquences des exportations européennes de lait en Afrique est aussi un marqueur positif. La réforme de l'Organisation commune des marchés (OCM), promue notamment par l'EMBA et soutenue par les campagnes lait européenne et ouest-africaine, a été approuvée dans la nouvelle PAC et instaure des mécanismes pour la réduction des excédents afin d'anticiper les crises de surproduction et contre le stockage.

Des interactions bénéfiques ?

Le lait local représente une vraie opportunité. Il intéresse des acteurs au potentiel d'investissement important (secteur privé international et en partie local) et pouvant potentiellement répondre aux enjeux de collecte avec effet d'entraînement sur la production.

Les défis résident néanmoins dans la baisse des exportations à bas coûts, les dispositions à investir et le type de lait local à favoriser.

L'enjeu du dialogue avec le secteur privé (qui fonctionne bien mieux en France que dans d'autres pays d'Europe) porte sur l'arrêt des mélanges MGVS, l'attention à la traçabilité, la réflexion publique et le soutien politique au « produire moins ». Il est également nécessaire de favoriser les investissements responsables.

Certains industriels apparaissent comme ouverts à ce dialogue, surtout en France par exemple avec le Cniel (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière).

Conclusion

Les dynamiques françaises sont en décalage avec les échanges enclenchés au niveau européen et avec d'autres pays. Le processus est bien là, mais les conclusions restent encore hypothétiques. Il existe des exemples d'industriels collectant majoritairement du lait local qui affichent une bonne rentabilité à une échelle intéressante. Il reste néanmoins le défi de mise en place de dispositifs de concertation qui soient équilibrés, et qui existent à différentes échelles. « Local » ne suffira pas, il est nécessaire de relever aussi l'enjeu de l'équité du lait local, et de ses conditionnalités sociales au profit des producteurs, productrices et autres acteurs de la filière locale actuelle.

Soule Bio Gora – Cedeao

L'Offensive régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local

Les origines de l'Offensive

En 2005, la Cedeao a mis en place une politique agricole à l'échelle régionale. En 2008, les crises alimentaires ont conduit à l'accélération de cette politique agricole, qui s'est traduite par la première génération de plan régional d'investissement agricole. C'est au cours de ce premier

plan que le lait a été retenu comme produit stratégique pour la sécurité et souveraineté alimentaires. Il faudra néanmoins attendre 2016 pour qu’on inscrive très explicitement le lait comme devant être promu dans le cadre d’une offensive. Des organisations professionnelles agricoles (RBM, Apess, et Roppa) ont argumenté pour que ce produit soit stratégique au niveau régional. En 2018, la formulation d’une stratégie avec l’appui d’ONG internationales (Care international, Oxfam, etc.) a été initiée.

Les enjeux et défis des filières laitières ouest-africaines

La filière compte des enjeux économiques et nutritionnels importants. Environ 6 milliards de litres sont produits chaque année et représentent 20 à 40 % des revenus de nombreux ménages dans les pays sahéliens mais aussi en zones saoudiennes. La facilitation de l’implantation des centres de collecte multi-services et de mini-laiteries génératrices d’emplois et de revenus pour les populations font partie des défis les plus importants pour la filière lait local en Afrique de l’Ouest.

Les défis et contraintes des filières ouest-africaines sont :

- la faible productivité des vaches laitières qui conduit à une faiblesse relative de la production locale, et en plus saisonnière ;
- la faiblesse des quantités collectées (moins de 5 % de la production locale) ;
- la faible valorisation du lait local, en lien avec la très forte segmentation du tissu industriel. De grandes industries s’installent mais n’utilisent pas forcément le lait local comme matière première ;
- l’environnement global de développement des filières avec un environnement régional encore très favorable aux importations (fiscalité de porte très faible).

Les orientations de la stratégie régionale

La filière est pourtant pleine d’atouts. Elle a un potentiel énorme de production (un tiers du cheptel africain se trouve en Afrique de l’Ouest). De nombreuses expériences portées par les acteurs locaux ont montré des dynamiques performantes ainsi qu’une demande en plein essor en raison de l’augmentation de la population et de l’amélioration du pouvoir d’achat.

L’objectif spécifique de la stratégie vise trois résultats :

- le volume de production du lait frais local est doublé à l’horizon 2030 ;
- au moins 25 % du volume traité par les industries provient du cheptel local ;
- l’amélioration de l’environnement des filières laitières locales.

Le travail est développé sur quatre axes. Il s’agit d’améliorer la productivité des races locales, améliorer la collecte et la transformation du lait local, améliorer l’accès aux marchés pour les produits laitiers locaux, et créer un environnement législatif plus favorable.

L’état de mise en œuvre

Un plan prioritaire d’investissement qui capitalise les expériences avérées en cours dans la région a été mis sur pied ainsi que l’élaboration de plans d’actions nationaux par chaque pays. Les perspectives pour la Cedeao sont d’appuyer les pays dans leur mobilisation des ressources pour financer les plans nationaux d’investissements et de promouvoir l’initiative régionale centrée sur l’amélioration de l’environnement législatif.

La Cedeao ne regarde pas l’offensive lait de façon isolée et travaille de manière globale à une transformation des modèles pour envisager une moindre mobilité des cheptels ouest-africains qui pose un certain nombre de problèmes.

Maman Sani Maman – ministère de l'Élevage Niger

L'Offensive lait au Niger

Par un mandat qui nous a été donné par la Cedeao, chaque pays a mis en place un comité participatif impliquant tous les acteurs de la filière lait : cadres des ministères de l'Élevage et du Commerce, des faitières, des ONG, chercheurs du secteur, partenaires techniques et financiers, industriels et transformateurs.

Au début, des rencontres ont été organisées pour prendre connaissance des initiatives de promotion de produits laitiers locaux et identifier la structure multi-acteurs régionale pour promouvoir la filière. Un plan d'action national a ensuite été réalisé. L'objectif était d'améliorer la production pour rencontrer la demande, limiter les importations, et mettre en place une coordination des acteurs. Au niveau des résultats et impacts attendus d'ici 2025, nous visons une augmentation de la production nationale, 25 % de la production du lait local est collectée, une augmentation du revenu des éleveurs et une réduction des importations.

Les contraintes et les opportunités de la filière lait local au Niger résident autour de trois grands défis :

- une offre en lait de qualité ;
- un renforcement des chaînes de valeur ;
- une structuration de la gouvernance et une organisation des professionnels.

Plan d'intervention pour la période 2021-2025

Composante 1 : Accroissement et développement de la production laitière

Dans cette composante, 3 objectifs budgétisés, et déclinés en actions et activités ont été fixés :

- amélioration des parcours et des systèmes d'alimentation animale ;
- amélioration de la santé animale ;
- amélioration de la génétique des animaux.

Composante 2 : Amélioration de la collecte et transformation du lait

- promouvoir l'installation des centres de collecte : (ex : guide national d'installation de centres de collecte, rendre dispo le matériel etc.) ;
- promouvoir la transformation du lait local : (ex : réduction de la fiscalité aux grandes unités de transformation utilisant 35 % de lait local) ;

Composante 3 : Gouvernance de la filière et accès au marché

- gouvernance de la filière : (ex : mise en place de l'interprofession des acteurs de la filière lait local. Cette interprofession est présidée par Madame Diori Maimouna Male, PDG de la Laitière du Sahel. L'interprofession est constituée de 3 fédérations que sont la Feniprolait, la Fanicolait et la Fenilait) ;
- accès au marché : (ex : installation d'une usine de production d'emballage, appuyer la normalisation, la certification et appuyer les acteurs sur la traçabilité etc.).

Le processus de validation de ce plan d'intervention s'est poursuivi avec les acteurs membres du comité pays, élargi aux autres acteurs professionnels. Le ministère est actuellement en échange avec Enabel pour le processus d'internalisation au niveau national.

Mamadou Sarr – Enabel (Agence belge de développement) Niger

Les appuis et interventions d'Enabel pour la promotion de la filière lait

Pradel – un bref aperçu « Appui à la promotion du lait local d'Enabel au Niger »

Le Pradel est un programme de l'Agence belge de développement qui a démarré début 2018. Il mobilise environ 18 millions d'euros et intervient auprès de trois filières (bétail sur pied, lait et aviculture).

La vision du Plan national de la filière lait (PNDF) du Niger élaboré avec l'appui d'Enabel repose sur la diminution des importations par le remplacement progressif des produits importés par des produits laitiers locaux. Ce plan est divisé en deux axes de travail : l'appui aux chaînes de valeur lait et des actions transversales de productivité du lait local.

Quelques actions réalisées et qui sont en lien direct avec l'Offensive régionale pour la promotion du lait local via les trois composantes ont été notées. Ces actions reposent principalement sur :

- (i) Pour la composante 1, l'accompagnement de la population à la récupération et à l'ensemencement de milliers d'hectares de terres, et à la réalisation d'infrastructures hydrauliques ;
- (ii) pour la composante 2, la construction et l'équipement complet d'une laiterie industrielle à Gaya, de mini-laiteries, de matériels et de véhicules de collecte, et d'actions de distribution et de labellisation avec le programme FaireNiger en relation avec Oxfam Belgique ;
- (iii) pour la composante 3, Enabel a appuyé des actions liées à la mise en place de l'interprofession lait, la mise en place des GEIC-Cluster Lait³, l'installation de services vétérinaires, de programmes d'insémination artificielle, etc.

Enabel collabore avec Oxfam dans des programmes de plaidoyer et de mise en place d'une plateforme de commercialisation.

Enabel entretient des actions de gouvernance du secteur en relation avec les autorités du ministère de l'Élevage et agit par ses actions aussi bien sur l'amont que sur l'aval de la filière, selon le principe de l'approche chaîne de valeur appliquée à la filière lait local du Niger.

Marie-Pierre Vernhes – Cniel

La démarche RSE de l'interprofession laitière et la filière lait local en Afrique de l'Ouest

Le Cniel (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière) représente l'ensemble des acteurs français de la filière laitière.

Quelques données de France

En France, il existe une géographie idéale pour la production du lait avec des terres, de l'eau et des fourrages. La ferme moyenne française est relativement petite et à taille humaine (68 vaches par ferme). La production laitière française se caractérise par une répartition sur l'ensemble des territoires. Certaines régions ne comptent pas de gros cheptels de vaches mais peu de territoires sont sans bovins. 94 % du lait est collecté par des entreprises qui vont ensuite le transformer. Il existe quelques initiatives de transformation à la ferme mais cela reste minime. La ferme laitière française se caractérise par des exigences de qualité (loi 1969). Au niveau de la transformation, des sites industriels sont localisés à proximité des fermes, répartis sur l'ensemble du territoire. Ces sites sont très divers car nous comptons à la fois des PME, des

³ Groupement d'entreprises intégrées et collaboratives : modèle cluster

coopératives, des groupes privés et des grands groupes. Le chiffre d'affaires de la filière s'évalue à environ 39 milliards d'euros. Un équivalent de 4L/10 part à l'export.

La structure française de transformation est marquée par une diversité de produits (fromages et autres) et la part belle est destinée aux produits de grande consommation avec notamment ceux certifiés AOP (Appellation d'origine protégée) qui garantissent un certain nombre de critères de terroir.

Le Cniel

Le Cniel est une organisation privée qui rassemble l'ensemble des représentations des organisations professionnelles des maillons de la filière. Le Cniel est originellement constitué de trois collèges : les producteurs, les industries privées et les coopératives. Nous avons récemment accueilli un quatrième collège réunissant les acteurs de la distribution et de la restauration collective. Le Cniel n'est ni une organisation publique ni une entreprise, mais une association de loi 1901, qui travaille sur des sujets d'intérêt collectif pour proposer à l'État d'étendre des accords qui sont pris à l'unanimité au CA. Suite à ces accords, l'État peut en faire une loi pour les acteurs du secteur.

La gouvernance du Cniel est représenté par les quatre collèges avec, en termes de force vive, une centaine de collaborateurs. Notre travail de fond est de faire émerger des consensus au sein de la filière laitière et de tracer un certain nombre de plans d'actions. En 2017, nous avons été saisis par le gouvernement français pour réfléchir sur un plan de filière à horizon 2025 pour tracer un certain nombre de réponses à des enjeux : la question de la valeur et de sa répartition au sein de la filière, le défi de proposer une alimentation durable et accessible aux consommateurs de produits laitiers.

La question de la répartition qui recoupe le sujet de la rémunération des éleveurs qui est plus basse que celle de la population française et la question du renouvellement des générations font partie des plus préoccupantes.

France-Terre de lait, démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)

Le Cniel conçoit un socle de réglementation sur lequel les démarches d'entreprise et de qualité pourront s'appuyer. Cette démarche est une façon pour nous de reconstruire un cadre global autour d'enjeux (pratiques sanitaires, etc.), qui constitue notre RSE.

Nous visons à valoriser ce qui est bien fait, et identifier ce qui est perfectible. La norme ISO 26000 est notre guide.

Le Cniel a inscrit un focus en termes de performance alimentaire. L'objectif est de proposer une même filière pour deux grands débouchés : 4 litres sur 10 sont exportés et sont produits dans les mêmes conditions que ceux consommés dans l'espace national. En ce sens, nous avons pris un engagement responsable avec un indicateur de valorisation du lait qui part à l'export pour augmenter la valeur ajoutée de ces produits exportés.

Au niveau du marché français, l'objectif est que les volumes produits doivent rentrer en adéquation avec la demande. Nous avons travaillé sur l'enjeu des surplus et nous avons récemment activé un dispositif communautaire pour pouvoir appeler à une baisse de collecte. Au printemps 2020, il y a eu une véritable inquiétude par rapport au pic de collecte, qui risquait de générer un désordre dans la filière. Le CA du Cniel a alors proposé d'activer un dispositif en mettant sur la table un budget pour dédommager les éleveurs qui allaient volontairement réduire leur collecte. L'autre levier mis en place est le dialogue et la concertation. Ceci permet d'effectuer objectivement un état des lieux commun, trouver des points d'accord et identifier les points de désaccords. Lors de ces échanges, une attention particulière a été portée sur les poudres réengraissées.

Questions/réponses – session de l'après-midi

L'insécurité au Sahel a-t-elle affecté la promotion et le développement de la filière lait ?

Hindatou Amadou, Apess

Le développement de l'insécurité au niveau de la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso et Niger) a fait fuir beaucoup d'éleveurs. Au Burkina Faso, certaines mini-laiteries ont fermé faute d'approvisionnement en matière première (par exemple l'Union des mini-laiteries de produits laitiers au Burkina Faso (UMPL-B) a dû fermer 16 de ses mini-laiteries) Il y a donc un impact négatif sur la valorisation du lait local dû à l'absence de plus en plus importante d'éleveurs qui s'exilent dans des zones plus sécurisées, ce qui provoque une baisse de la production.

Mamadou Sarr, Enabel Niger

Au Niger, l'impact est surtout au niveau de la zone des trois frontières mais il n'y a pas eu beaucoup d'impact par rapport à la fermeture des mini-laiteries. Enabel a répondu à un dialogue politique pour mettre en place des mesures pour anticiper et limiter ces potentiels impacts. Mais actuellement, nous ne ressentons pas de menace.

Anonyme

Le vol du bétail est un fléau récurrent qui entrave souvent la production laitière.

Sidaty Sow

L'insécurité que les éleveurs sont en train de subir dans plusieurs pays du Sahel est aujourd'hui une menace réelle à toute initiative innovante pour l'émergence d'une filière lait local en Afrique de l'Ouest.

Peut-on parler de sur-subsidionnement de la filière lait en Europe ?

Benoît de Waegener, SOS Faim

Il y a un grand décalage entre les coûts de production et le prix d'achat à la ferme, ce qui crée un effet dumping. Le positionnement des campagnes MLL et NPMP n'est pas de dire qu'il faut cesser les soutiens aux éleveurs européens. Ce qui est remis en cause est l'effet sur les filières ouest-africaines. Des mécanismes de régulation sont à instaurer pour corriger les subventions cachées quand les produits sont exportés. Une autre piste est d'avoir des barrières tarifaires côté Etat d'Afrique de l'Ouest dont les recettes viendraient nourrir des politiques de développement de la filière lait local.

Pour plus d'éléments sur l'effet de dumping des subventions européennes :

https://www.wto.org/french/forums_f/ngo_f/all_eu_agricultural_subsidies_to_exported_products_can_be_sued_for_dumping_sol_7_october_2018_f.pdf

Eric Roger, Mil'Ecole

Agricultures subventionnées au Nord + ouverture des frontières sans réel contrôle, ce sont sans doute les deux écueils majeurs ! Redisons-nous que nos agricultures européennes se sont reconstruites sur le principe de la préférence communautaire et donc du protectionnisme !

Jacques Berthelot, Sol

Voici les liens sur les subventions aux exportations de poudres de lait de l'UE dont la France en Afrique de l'Ouest de 2010 à 2020 :

<https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2020/01/Subventions-aux-produits-laitiers-de-lUE-et-de-France-export%C3%A9s-en-Afrique-de-lOuest-12-mars-2020.pdf>

J'ai un autre fichier du 29 avril 2021 mais qui n'est pas sur le site de Sol : Subventions aux produits laitiers de l'UE et de France exportés en Afrique de l'Ouest : 2010-19. Je l'enverrai à part à la liste.

Aux 47 centimes d'euros de subvention par litre, il faut ajouter 17 centimes pour les aliments du bétail d'origine UE car, même si ce sont les producteurs de céréales, oléoprotéagineux d'origine européenne qui les perçoivent, elles bénéficient *in fine* aux éleveurs de l'UE qui autrement devraient payer beaucoup plus cher les aliments du bétail.

Quelles sont les subventions pour la filière lait en Afrique de l'Ouest ?

Soule Bio Gora, Cedeao

À l'échelle régionale, il n'est pas envisagé de subventions mais nous souhaitons harmoniser les mesures incitatives, les questions de normalisation, etc. Sur le lait, l'Offensive ne conçoit pas de subvention en tant que telle mais un travail sur les mesures tarifaires des droits de douane et sur la TVA sont prévus. La Cedeao peut à la fois travailler sur les normes, les tarifs et des réglementations qui stoppent l'entrée de produits non normés sur nos marchés.

Maman Sani Maman, ministère de l'Élevage du Niger

Au Niger, le lait est libéralisé. Chaque prix est fixé en fonction de ses collecteurs. L'idée d'une subvention pourrait être développée à l'échelle locale mais pas nationalement. Il n'y a cependant pas du tout de tendance vers la subvention, sauf peut-être mis à part des accompagnements de partenaires extérieurs.

Informations complémentaires sur les exportations européennes en Afrique de l'Ouest

Jacques Berthelot, Sol

Les droits de douane sur la poudre de lait de la Cedeao, de 5 % seulement actuellement, passeront à 0 avec les APE intérimaires de Côte d'Ivoire et du Ghana alors qu'ils sont dans l'UE de 1 188 euros par tonne dans les emballages supérieurs à 2,5 kg.

L'Organe d'appel de l'OMC a jugé en décembre 2001 et décembre 2002 dans l'affaire des produits laitiers du Canada qu'il faut compter les aides internes aux produits laitiers exportés, et a ajouté dans l'affaire coton des USA de mars 2005 qu'il faut aussi tenir compte des aides directes découplées. Il a défini le dumping comme le fait d'exporter des produits agricoles à un niveau inférieur au coût de production total moyen national sans subventions.

Eric Roger, Mil'Ecole

Il convient d'être réaliste et clair : la filière lait local n'est pas en capacité actuellement de répondre à la demande, l'importation de poudre de lait va rester nécessaire. Ce qu'il faut est donc bannir les produits frelatés et garantir l'arrivée de produits de qualité tout en mettant en place des barrières tarifaires pour que la concurrence soit juste et non inégale dès le départ.

Hindatou Amadou, Apess

Tout à fait, il faut que les importations viennent combler le gap et non nuire l'existant.

Bruno Guermonprez, Elevages sans frontières

Plus le prix du beurre augmente, plus le lait MGV est « compétitif » et déstructure des filières locales.

Bernard Branger, Essentiel

Peut-on parler des laits infantiles ? Ils nécessitent une importante logistique pour leur fabrication et sont surtout créés au Nord. Ils sont dangereux vis-à-vis du risque de l'arrêt de l'allaitement maternel.

Comment expliquer que le prix payé aux éleveurs reste en dessous des coûts de production ?

Marie-Pierre Vernhes, Cniel

La problématique de la dérégulation et de l'accompagnement de la France a mis les organisations de producteurs et leurs collecteurs comme deux interlocuteurs du marché. Nous les accompagnons comme nous le pouvons d'un point de vue juridique et au niveau des négociations commerciales mais je ne peux pas commenter la question de leur rémunération. Des solutions sont mises en place par les pouvoirs publics, ainsi que des solutions d'accompagnement par les syndicats d'interprofessionnels.

L'une des solutions aux problématiques exposées ne serait-elle pas de développer et soutenir la mise en place de filières lait équitables tant au Sud qu'au Nord ?

Eric Roger, Mil'Ecole

C'est une démarche explorée par Fairebel qui se décline en FaireFrance, FaireFaso, etc. Mais pour les pays du Sud cela ne change pas grand-chose aux défis de la filière très bien exposés ce matin. Ceci dit, cela peut garantir des prix planchers aux petits producteurs et c'est important à moyen terme pour améliorer la nourriture du bétail et donc la production locale. Mais sans doute à moyen terme.

Adrien Lefèvre, Apli

La construction de filières lait équitables de chaque pays fonctionne, nous en avons des exemples concrets avec le développement de sept laits équitables en Europe grâce à l'initiative de l'European Milk Board. Depuis, deux nouveaux ont aussi été mis en route en Afrique de l'Ouest. Cela sert à mieux rémunérer les producteurs mais aussi à faire un plaidoyer positif.

Benoit De Waegeneer, SOS Faim Belgique

Sur la question du lait local et équitable, il existe une dynamique de renforcement de marque et de label de lait local et équitable avec le lancement de FaireFaso, FaireNiger, etc. avec le soutien de SOS Faim, Oxfam, Enabel et d'autres acteurs. Les premiers retours d'expérience sur FaireFaso (première initiative lancée il y a cinq ans) sont encourageants sur le plan économique et de la rémunération des éleveurs. Les effets sont aussi très positifs sur l'attention portée sur les enjeux.

Quelles perspectives dans les relations de l'Europe avec l'Afrique et ses exportations ?

Christian Corniaux, Cirad

La question est de voir comment on peut faire en sorte que le développement de la consommation de produits laitiers en Afrique de l'Ouest ne se fasse pas uniquement via les importations. Il y a également un questionnement sur l'articulation des intérêts des pays sahéliens et ceux des pays côtiers. On voit clairement que les grandes industries se sont d'abord implantées dans les pays côtiers donc il y a un sujet à étudier sur cette tendance.

CONCLUSION – SESSION APRÈS-MIDI

Anne-Françoise Taisne – CFSI / Jean-René Cuzon - AFD

Comment faire en sorte que le développement de la consommation ne se fasse pas uniquement au travers des importations ? La taxation aux frontières des importations de produits laitiers est un vrai sujet car le contexte actuel décourage les investissements, y compris ceux

d'institutions financières telles que Proparco. Importations et lait local peuvent être complémentaires. Le principal sujet reste le problème du lait MG. Sur la concurrence entre le lait MG et le lait local, la référence est l'étude du Cirad qui a été faite pour le Parlement européen.

Pour la structuration de la filière lait local ouest-africaine, des initiatives sont à mettre en place pour intégrer les éleveurs au marché formel. Ce sujet est de notre responsabilité à tous, et il faut agir à divers endroits et échelles. Par exemple, il y a un soutien à apporter à tout le travail d'animation que fait l'Apess qui parvient à passer à une coalition de six pays à une coordination de 17 pays mobilisés autour de la promotion de la filière lait en Afrique de l'Ouest (campagne « Mon lait est local »). Du côté européen, l'enjeu est de voir comment maintenir les liens avec Mon lait local pour co-construire et contribuer à d'autres politiques alimentaires. Dans ce cadre, le CFSI et ses partenaires s'investissent dans un travail en collaboration avec le Cniel et de gros enjeux seront à saisir dans les mois qui viennent, en coordination avec l'Apess et « Mon lait est local ».